

Élections législatives en Suède le 13 septembre : l'opposition peut-elle l'emporter ou les Démocrates suédois sont-ils sur le point d'accéder au pouvoir ?

Fidèles à une tradition, près de 7,7 millions de Suédois se rendront aux urnes le 13 septembre, soit le deuxième week-end du mois, pour élire les 349 membres du Riksdag, chambre unique du Parlement, ainsi que l'ensemble de leurs représentants locaux : les conseillers des assemblées locales des 20 comtés et les conseillers des 290 communes. Le taux de participation pourrait être élevé, étant donné que des sujets comme la criminalité, l'immigration et l'économie figurent en tête des préoccupations des Suédois.

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ DEPUIS 2022 ?

Lors des dernières élections de septembre 2022, les partis situés au centre-droit (Modérés, Démocrates-chrétiens et Libéraux) n'avaient pas recueilli suffisamment de voix pour faire contrepoids aux sociaux-démocrates. Cependant, rompant avec l'histoire politique suédoise, ils ont décidé de passer outre le « cordon sanitaire » et se sont alliés aux Démocrates suédois (sans que ces derniers ne participent toutefois au gouvernement) pour former un gouvernement minoritaire dirigé par Ulf Kristersson. En effet, jusqu'en 2018, les Modérés, les Démocrates-chrétiens et les Libéraux avaient dû compter sur le soutien incertain des Démocrates suédois pour faire adopter leur programme. En 2022, ils ont signé [l'accord de Tidö](#), du nom du château où la signature a eu lieu, afin de former une alliance axée sur la « coopération et le soutien ». Cela a donné aux Démocrates suédois une plus grande influence sur la politique et la prise de décision du gouvernement. La promesse était de mettre en œuvre un programme

de réformes, mettant l'accent sur l'immigration et l'ordre public, mais aussi sur le climat, la santé et l'économie.

UNE MEILLEURE SITUATION ÉCONOMIQUE

Depuis 2022, l'économie suédoise a connu une légère reprise. Pour la période 2026-2027, le PIB devrait progresser de 2%. L'inflation a baissé ; selon [Eurostat](#), elle s'élevait à 0,3% en juillet 2026 contre 3,1% un an auparavant. Le 31 août, la Commission européenne a donné son feu vert [à la demande de paiement final de la Suède](#), qui a mené à bien 100% de ses investissements et réformes liés à son plan pour la reprise et la résilience, juste après le Danemark.

La politique budgétaire du pays vise des baisses d'impôts et une augmentation des dépenses publiques, notamment dans le domaine de la défense. Cette dernière mesure s'inscrit dans la lignée de celle de nombreux autres États membres de l'Union européenne, en raison de la guerre en Ukraine et de la volonté de se protéger contre toute menace émanant de l'agresseur, la Russie, qu'il s'agisse d'une invasion physique ou d'une ingérence hybride. Au cours de cette législature, l'un des événements les plus marquants a été celui du 7 mars 2024, date à laquelle la Suède est devenue membre à part entière de l'OTAN, emboîtant le pas à la Finlande (4 avril 2023) et mettant ainsi fin à une tradition de neutralité vieille de près de 200 ans (après une opposition de longue date de la part de la Hongrie et de la Turquie).

02

**UNE POLITIQUE MIGRATOIRE ET DE LUTTE
CONTRE LA CRIMINALITÉ PLUS AFFIRMÉE**

En ce qui concerne les succès remportés par Ulf Kristersson en matière de limitation de l'immigration, de lutte contre le crime organisé et de durcissement des avantages sociaux dont bénéficient les résidents étrangers en Suède, son gouvernement a essuyé des critiques de part et d'autre. Selon les électeurs conservateurs, les réformes n'ont pas été assez strictes, tandis que la gauche s'interroge sur le relâchement des normes en matière de droits de l'Homme et sur la montée des discriminations.

Le nombre de demandeurs d'asile entrant en Suède et se voyant accorder un statut de réfugié ou un titre de séjour a chuté de manière radicale, poursuivant ainsi une tendance amorcée par les sociaux-démocrates après le pic d'immigration de 2015-2016. Les incitations au départ ou au rapatriement, sous forme de versements en espèces, pouvant atteindre jusqu'à 26 855 €, ont conduit à une émigration supérieure à l'immigration au cours des dernières années. De même, l'expulsion des personnes condamnées pour des infractions pénales a été mise en œuvre. En 2024, pour la première fois depuis 1997, le nombre de personnes entrant en Suède a atteint son plus bas niveau historique.

Le taux de criminalité a connu une forte baisse depuis 2022, atteignant son niveau le plus bas jamais enregistré en 2025, et le nombre d'homicides son plus bas niveau depuis 2012, avec un total de 84 en 2025. Ce succès a été attribué à une combinaison de nouvelles stratégies policières mises en place par le gouvernement, à un recours accru aux technologies et à des pouvoirs renforcés accordés aux forces de l'ordre, qui ont permis de lutter plus efficacement contre la criminalité liée aux gangs. Toutefois, Amnesty International et le HCR ont mis en garde contre d'éventuelles violations des droits de l'Homme et l'érosion de la liberté d'expression, avec une recrudescence des discours de haine, de discrimination et du harcèlement. En mars 2026, [l'ONU](#) a averti que « les organisations de la société civile sont confrontées à des exigences bureaucratiques

croissantes, tandis que le financement des activités en faveur des droits de l'Homme a diminué ».

LE REVIREMENT EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Un autre domaine dans lequel la Suède semble avoir changé de cap est celui de sa politique de protection de l'environnement. Pionnière de longue date, à l'avant-garde des mesures de protection de l'environnement et militant pour des lois plus strictes tant au niveau national qu'international, la Suède est désormais accusée de renier sa volonté historique de montrer la voie en matière de protection de l'environnement. Le gouvernement affirme qu'il cherche à trouver un équilibre entre les politiques écologiques, la durabilité et l'économie. Bien que ses politiques fixent toujours des objectifs visant à atteindre la neutralité carbone, ceux-ci ont désormais été repoussés de 2030 à 2045. [L'indice allemand de performance en matière de changement climatique](#) a vu la Suède chuter à la 13e place mondiale en 2025. [L'OCDE](#) a mis en garde en mars 2025 contre des tendances dangereuses qui affaiblissent l'agenda climatique dans le pays.

**COMMENT LES SUÉDOIS VOTERONT-ILS LE 13
SEPTEMBRE ?**

Accorderont-ils suffisamment de voix à la coalition actuelle, approuvant ainsi la ligne suivie par le gouvernement ces quatre dernières années ? Ou bien choisiront-ils de revenir à une tradition sociale-démocrate ? Les Démocrates suédois remporteront-ils suffisamment de voix pour pouvoir prétendre à une place au sein du prochain gouvernement ?

Dans un paysage politique très fragmenté, l'opposition autour du parti social-démocrate peut-elle rassembler le Parti de gauche, le Parti du centre et le Parti de l'environnement, et constituer une majorité alternative ? Rappelons que 175 sièges sont nécessaires pour obtenir la majorité absolue.

Les électeurs les plus modérés pourraient ne pas souhaiter que les Démocrates suédois disposent d'un pouvoir plus important que celui dont ils ont joui ces quatre dernières années.

Selon les derniers [sondages](#) publiés le 1er septembre, les sociaux-démocrates (Socialdemokraterna) arriveraient en tête avec 29,2%% des intentions de vote suivis des Démocrates suédois (Sverigedemokraterna), parti populiste d'extrême droite, avec 18,9%. Le Parti modéré (Moderaterna), principal parti au pouvoir, arriverait en 3e position avec 16,4%% des voix. Ensuite viendraient le Parti de gauche (Vänsterpartiet) avec 8,1%, le Parti de l'Environnement – Les Verts (Miljöpartiet) avec 8%, le Parti du Centre (Centerpartiet) avec 7,4% et les Démocrates-chrétiens (Kristdemokraterna) avec 6,3 %.

Fait majeur : le Parti libéral, membre de la coalition gouvernementale est crédité de 3% seulement, ce qui ne lui permettrait pas d'être représenté au Parlement puisque se situant en dessous du seuil obligatoire de 4%.

Si les sondages se confirment, le gouvernement de coalition sortant (Parti modéré, Démocrates-chrétiens, Libéraux) soutenu par les Démocrates suédois, pourrait ne pas obtenir la majorité. En revanche, les 4 partis d'opposition, s'ils sont capables de bâtir une coalition, pourraient l'obtenir.

LE SYSTÈME POLITIQUE SUÉDOIS

La Suède dispose d'un parlement monocaméral, le Riksdag, composé de 349 membres élus tous les quatre ans au scrutin proportionnel. Le pays est divisé en 29 circonscriptions (une par comté, celles de Stockholm, de Scanie et de Västra Götaland étant subdivisées), qui élisent 310 députés (11 en moyenne, entre 2 et 43 élus par circonscription). Les voix sont réparties selon la méthode Sainte-Laguë modifiée, avec un premier diviseur de 1,4.

Les 39 sièges restants, appelés « sièges compensatoires », sont répartis entre les différents partis afin d'assurer la représentation la plus fidèle possible du vote au niveau national. Les candidats élus à ces sièges compensatoires sont ceux dont le parti détient le plus grand reste dans les circonscriptions. Pour participer à la répartition de ces sièges compensatoires, un parti doit avoir obtenu 4 % des suffrages exprimés au niveau national ou 12 % dans une circonscription donnée.

Le système parlementaire suédois, contrairement à celui de la France ou du Royaume-Uni par exemple, où s'applique un scrutin majoritaire, fonctionne de telle sorte qu'un bloc obtenant la majorité des voix au Parlement (la majorité, et donc le seuil à franchir dans ce cas, est de 175 sièges) est en mesure de faire adopter un budget. Bien sûr, il est essentiel que le gouvernement obtienne une majorité pour atteindre ses objectifs, mais en Suède, on s'appuie sur « des accords formels, une coopération budgétaire ou des échanges au cas par cas ». Le 13 septembre, il sera important de surveiller les partis qui dépasseront le seuil de 4 % et de voir quel bloc, gauche ou droite, s'approchera ou atteindra le seuil de 175 sièges.

Les électeurs peuvent voter pour un parti ou exprimer un vote préférentiel en faveur de l'un des candidats figurant sur les listes proposées par les partis, et ainsi influencer la répartition des sièges. Lors du dépouillement, le nombre de sièges remportés par chaque parti est déterminé, puis les candidats de chaque liste ayant obtenu le plus grand nombre de voix en leur nom propre sont déclarés élus. Lors des élections législatives, les électeurs peuvent exercer leur devoir civique par correspondance dans n'importe quel bureau de poste du pays pendant les 18 jours précédant la date du scrutin, période qui a donc débuté le 26 août. Ils peuvent annuler leur vote par correspondance ultérieurement en se rendant au bureau de vote le jour du scrutin. Les Norvégiens et les Islandais enregistrés comme résidents en Suède depuis au moins trois années consécutives, ainsi que les citoyens des 26 autres États membres de l'Union européenne, ont le droit de voter aux élections locales.

Huit partis sont représentés au sein de l'actuel Riksdag :

- Le Parti social-démocrate (SAP), fondé en 1889 et dirigé depuis novembre 2021 par Magdalena Andersson, occupe une place prépondérante dans la vie politique suédoise depuis plus de 70 ans. Il compte 107 élus ;
- les Démocrates suédois (SD), parti populiste de droite fondé en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, disposent de 73 sièges ;

Élections législatives en Suède

13 septembre 2026

- le Parti modéré (M), parti de centre droit, fondé en 1904 et dirigé par l'actuel Premier ministre Ulf Kristersson, dispose de 68 sièges ;
- le Parti du Centre (C), ancien parti agraire fondé en 1913 et dirigé depuis 2011 par Annie Lööf, dispose de 24 sièges ;
- le Parti de la Gauche (V), parti de gauche radicale dirigé depuis 2012 par Nooshi Dadgostar, dispose de 24 sièges ;
- les Démocrates-chrétiens (KD), fondés en 1964 et dirigés par Ebba Busch Thor, disposent de 19 sièges ;
- le Parti de l'environnement – Les Verts (MP), fondé en 1981 et représenté par ses porte-parole Per Bolund et Märta Stenevi, dispose de 18 sièges ;
- les Libéraux (L), fondés en 1934 et dirigés par Johan Pehrson, disposent de 16 sièges.

Résultats des élections législatives suédoises du 11 septembre 2022

Taux de participation : 80,62 %

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	% des voix obtenues	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SAP)	1 892 402	30,3	107
Démocrates suédois (SD)	1 280 086	20,5	73
Parti modéré (M)	1 183 239	19,1	68
Parti du Centre (C)	415 880	6,7	24
Parti de la Gauche (V)	412 636	6,7	24
Démocrates-chrétiens (KD)	332 542	5,3	19
Parti de l'Environnement - Les Verts (MP)	312 890	5,1	18
Les Libéraux (L)	285 022	4,6	16
Autres	92 270	1,5	0

Source : <https://www.val.se/valresultat-och-statistik/riksdags--region--och-kommunval/valresultat-2022>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.